



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Le 18 juin 2024,

# Pour le Rassemblement national, il faudrait donc « arrêter de parler de l'esclavage »

S'il fallait une preuve supplémentaire de l'injure permanente que représentent le Rassemblement national et l'extrême droite pour les Outre-mer, celle-ci nous vient de La Réunion où le secrétaire départemental du RN, Johnny PAYET, maire de la Plaine-des-Palmistes a affirmé dans une interview à Réunion La 1ere : « on ne doit plus parler d'esclavage », invitant les Réunionnais à ne plus célébrer le jour pourtant légal de l'abolition, le 20 décembre.

Les socialistes ne peuvent que dénoncer avec force ces propos intolérables qui ne sont pas un dérapage, mais qui sont en cohérence avec les positions défendues depuis toujours par l'extrême-droite française, du Front national au Rassemblement national, son clone maquillé.

Derrière les phrases « *laisser le passé au passé* » ou « *ne plus regarder en arrière* », il subsiste encore et toujours même négation du sombre passé colonial de la France et le refus assumé de s'inscrire dans une démarche partagée de reconnaissance, de réconciliation et de réparation qu'appelle ce crime contre l'humanité. D'ailleurs, le 19 juin 2020, lors du vote au Parlement européen de la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité, les élus du Rassemblement national - y compris Maxette PIRBAKAS - avaient voté contre, dans le droit fil d'une vision de l'histoire dans laquelle la colonisation aurait surtout eu des bienfaits pour les peuples qui en ont été victimes.

Au moment où un vote crucial s'annonce les 29-30 juin et les 6-7 juillet prochains pour les élections législatives, les socialistes et leurs alliés du « Nouveau Front Populaire » appellent tous les citoyens des Outre-mer à ouvrir les yeux sur la réalité du projet de l'extrême-droite. Ils les appellent à refuser un projet qui, aux élections européennes, s'intitulait « La France revient » et qui n'est rien d'autre qu'une volonté de gestion recentralisée des Outre-mer depuis Paris impliquant d'ignorer, voire d'écraser toute velléité d'avancer vers davantage de responsabilités locales.

Les candidats du « Nouveau Front Populaire » en Guadeloupe - **Marvyn MARTOL dans la 1e circonscription, Christian BAPTISTE dans la 2e, Nicolas CITADELLE dans la 3e et Elie CALIFER dans la 4e** - se dresseront avec tous les socialistes résolument contre cette volonté de nier l'histoire qui coule dans nos veines et qui a fait de nous des sociétés métissées, multicolores et multiculturelles, fières de leurs identités multiples.

Des sociétés qui, pour continuer à se construire en tant que peuples, devront toujours puiser dans l'histoire douloureuse que nous partageons les forces indispensables au dessein d'un destin commun.



Le Premier secrétaire Fédéral  
Secrétaire national aux Outre-mer

Olivier NICOLAS